

BUREAUX : Rue Nain, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois : 10 f.
Six mois : 19
Un an : 37

L'abonnement continue sans avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ELECTIONS DU 2 JUILLET

à l'Assemblée nationale.

DÉPARTEMENT DU NORD

CANDIDATS DU COMITÉ NATIONAL

M. de NÉDONCHEL

Propriétaire, agriculteur, maire de Jolimetz, près de Quesnoy.

M. Alfred DUPONT

Avocat à Douai ancien bâtonnier, président de la Société d'agriculture, sciences et arts

Bilan de la République

PREMIÈRE RÉPUBLIQUE

La première République, qui a duré 15 ANS, a coûté à la France :

54.963.641.000 FRANCS

Cinquante-quatre milliards neuf cent soixante-trois millions, six cent quarante-un mille francs.

Cette somme inouïe se divise ainsi :

Salaires aux premiers fonctionnaires	231.641.000
Ventes de biens nationaux	3.325.000.000
Emissions d'assignats	47.000.000.000
Emprunts forcés	2.000.000.000
Emissions de mandats	2.407.000.000

54.963.641.000

A cette somme, il faut ajouter :

VINGT-SEPT MILLE

Villes, bourgs, villages, hameaux, châteaux, métairies, fermes, détruits, en France ou dans les colonies, par la guerre civile ou l'invasion étrangère, causées, l'une et l'autre, par la « folie furieuse » des Assemblées révolutionnaires.

Pendant ces quinze années, la France a vu périr, par les proscriptions, les guerres intestines et étrangères, les fusillades, les mitraillades, les noyades, la famine, les échafauds, etc.,

4.027.000 (quatre millions vingt-sept mille.)

hommes, femmes & enfants.

DEUXIÈME RÉPUBLIQUE.

En **QUATRE ANS**

La deuxième République a dépensé au moins

SEPT MILLIARDS.

Nous rappelons pour mémoire

L'impôt des 45 centimes

L'augmentation de la dette publique, qui avait été

de 70 millions par an sous la Restauration,

de 77 millions par an sous le règne de Louis-Philippe,

est élevée, SOUS LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

A 179 MILLIONS par an

soit SEPT CENT SEIZE MILLIONS

en QUATRE ANS

Le chiffre des hommes tués pendant les insurrections républicaines de février et de juin 1848 peut être évalué à **20.000**

TROISIÈME RÉPUBLIQUE

(10 MOIS)

La troisième République a continué la guerre après Sedan, alors qu'on lui proposait une paix acceptable et nécessaire.

L'intervention des puissances, notamment celle de la Russie, a été refusée par le Républicain Jules Favre.

La Prusse ne demandait que la cession de Strasbourg et 1.500.000.000 d'indemnité.

L'orgueil et l'ambition des républicains du 4 septembre nous a coûté :

150.000 hommes

morts ou tués à l'armée, depuis le 4 septembre 1870 jusqu'au 2 février 1871.

(Le département du Nord a perdu pour sa part au moins **4.000** de ses enfants, sans compter les blessés.)

Le républicain Jules Favre, qui ne voulait pas, disait-il, céder « une pierre de nos forteresses, un pouce de notre territoire, » a signé un traité qui donnait à la Prusse

L'Alsace et la Lorraine

comprenant **1,500,000 HABITANTS**

La deuxième partie de la guerre (depuis la chute de l'Empire) a augmenté notre dette de

SEPT MILLIARDS

dans lesquels nous comprenons le supplément d'indemnité réclamé par la Prusse, à cause de la continuation de la lutte et LES DÉPENSES SANS CONTROLE DU GOUVERNEMENT RÉPUBLICAIN-DICTATORIAL DE **GAMBETTA**.

Et il nous est impossible d'évaluer le chiffre même approximatif des villes, des villages, ou maisons, brûlés, détruits par les Prussiens !

L'INSURRECTION DE LA COMMUNE faite au cri de **VIVE LA RÉPUBLIQUE !** et approuvé par beaucoup de républicains de province, a fait périr au moins

50,000 FRANÇAIS

Elle a causé la destruction d'une partie des monuments et de la ville de Paris.

Le dommage qu'elle a causé est évalué, par les plus modérés, à

QUATRE MILLIARDS !

En résumé :

Pendant les **DIX-NEUF ANS** et **DIX MOIS** qu'ils ont mené les affaires de la France, les Républicains ont fait périr, par leurs crimes, leur orgueil, leur ambition, leur despotisme, leur incapacité, leur imprévoyance

Quatre millions deux cent vingt-sept mille Français !

Ils ont dépensé :

Soixante et onze milliards de francs !

Electeurs du Nord,

Voulez-vous continuer cette politique que M. Thiers a appelée une politique de « fous furieux » ; voulez-vous que la France reste ruinée, abaissée, humiliée comme elle l'est aujourd'hui ? Nommez les amis de **Gambetta**, nommez des républicains.

Voulez-vous, au contraire, que notre pays se relève, qu'il renaisse à la gloire, à l'honneur, à l'ordre, à la prospérité ? Nommez les candidats du comité national

MM. ALFRED DUPONT ET NÉDONCHEL

Il veulent, eux, non la République quand même, mais un gouvernement réparateur, tel que la France le choisira, et ils déclarent se soumettre à l'avance à la volonté nationale.

VOTEZ POUR MM. ALF. DUPONT & NÉDONCHEL

ROUBAIX, 1^{er} JUILLET 1871

Le cœur se soulève de dégoût en présence des manœuvres employées par nos adversaires, en vue des élections prochaines.

Leurs moyens sont toujours les mêmes : mensonge impudent, cynisme éhonté ! c'est l'infamie à l'ordre du jour. On nous donne aujourd'hui le bilan de l'Empire, et celui de la royauté. Le bilan de la République manque à l'appel : il en est d'elle, sans doute, comme du mauvais débiteur, elle a dû déposer son bilan !

Mais déjà l'histoire en a fait justice, et à côté des Robespierre, des Marat, des Carrier, des Danton, elle a placé les héros des journées de juin, les hommes de Bordeaux, les organisateurs de la Commune.

La fin justifie les moyens, tel est le premier principe de ces bons républicains ; aussi les voyons-nous déclarer que leurs candidats sont les amis de M. Thiers, chef du gouvernement.

Comment donc peuvent-ils donner la preuve de ces affirmations ?

Est-ce parce que M. Testelin a été l'homme de 1848 ?

Est-ce parce qu'il est le chef de la démocratie lilloise, l'ami de Gambetta ?

Où encore parce qu'il a signé l'adresse du conseil municipal de Lille pour la Commune de Paris.

Sont-ce là ses titres à l'amitié de M. Thiers ? Pour nous, nous ne lui en connaissons pas d'autres.

Quant à M. Faidherbe, pourquoi se

présente-t-il à nous sous le patronage des journaux révolutionnaires ? Certes, celui-là ne prétendra pas être l'ami de M. Thiers, qui s'est abstenu de le seconder dans sa lutte contre les Communards incendiaires.

Pour nous, nous affirmons de la manière la plus formelle que M. Thiers et son gouvernement comptent sur le succès de MM. de Nédonchel et Dupont.

Pourquoi M. Faidherbe pose-t-il sa candidature dans trois départements à la fois ? Pourquoi laisse-t-il dire à Abbeville que, s'il est nommé par plusieurs départements, il optera pour le département de la Somme, tandis qu'on déclare à Roubaix qu'en cas de double ou de triple élection, il est décidé à opter pour le département du Nord ?

Tout nous porte à croire dès lors que pareille déclaration est faite aux électeurs du Pas-de-Calais.

N'y eut-il d'ailleurs que cette double déclaration, elle suffirait à prouver aux électeurs qu'on ne les prend pas au sérieux, qu'on se joue de leurs suffrages.

Tout en admirant Faidherbe général, nous ne voterons donc pas pour Faidherbe citoyen.

A ce titre, il s'est abstenu de toute profession de foi ; le courage lui aurait-il manqué, nous n'y reconnaitrions plus le général !

N'a-t-il pas eu d'ailleurs le triste courage d'écrire que les royalistes veulent « replonger la France dans les ténèbres. »

C'est sans doute pour empêcher ce résultat que les Communeux ont éclairé Paris au pétrole ?

Electeurs, Réfléchissez à ceci : quand on plante en France un républicain, même modéré, il pousse un républicain rouge, il fleurit un républicain-socialiste et communiste.

En 1893, en 1848, en 1871, l'histoire a, par trois fois, démontré cette vérité : « A la troisième fois on voit le droit » dit le vieux dicton populaire.

Le même plante donnerait encore le même fruit.

Electeurs, vous êtes avertis.

Rejetez cette mauvaise semence.

Ne plantez pas des Républicains.

Nous ne voulons pas de M. Faidherbe, parce que M. Faidherbe, mis en demeure de s'expliquer sur ses opinions trouve plus commode d'assigner ses adversaires et de les traduire en cour d'assises.

Nous ne voulons pas de M. Faidherbe, parce qu'il a refusé le mandat de député quand il y avait un véritable danger à le remplir.

Nous ne voulons pas de M. Faidherbe, parce qu'il se présente comme un drapeau dans trois départements à la fois, exposant les électeurs à recommencer une lutte électorale quand le pays a tant besoin de calme.

Nous ne voulons pas de M. Faidherbe, parce qu'il se dit aujourd'hui l'ami de M. Thiers, lorsqu'il a écrit et proclamé son admiration pour Gambetta que M. Thiers a flétri du nom de *fou furieux*.

Fidèle à notre système d'honnêteté politique, nous publions la lettre suivante que nous aurions reproduite sans que nous en priât. C'est, en effet, un document grave et qu'il convient que les électeurs connaissent :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
POUVOIR EXECUTIF
Présidence du Conseil des Ministres

Versailles, 29 juin 1871.
Mon cher ancien collègue,

J'apprends avec la plus grande surprise et je puis dire avec indignation qu'on interprète de la manière la plus calomnieuse, votre voyage à Paris, et vos rapports avec M. Delescluze.

Loin d'être le partisan de la Commune, vous vous êtes efforcé de ramener Delescluze de son criminel aveuglement en faisant appel à d'anciennes relations.

Ce sont vos ennemis et ceux du gouvernement de M. Thiers qui font évidemment courir les bruits infâmes.

Vous pouvez leur rappeler avec quelle affection et quelle estime M. Thiers vous a reçu ici, et quel assentiment il a donné à vos démarches, par deux fois. Pour ma part, je repousse ces odieuses accusations ; je suis témoin que vous n'avez jamais parlé de conciliation avec la trop coupable Commune, et que vous avez taché de la désorganiser en lui ôtant un de ses chefs les plus redoutables.

Je me hâte de vous écrire ces lignes, mon cher ancien collègue, ne sachant pas si vous voudrez en faire usage, mais sachant bien qu'elles vous sont dues pour votre loyauté et votre patriotisme.

Votre dévoué,
BARTHÉLÉMY SAINT-HILAIRE,
Député de Seine-et-Oise.

Comme on le voit, rien n'y manque. En tête officiel, signature presque présidentielle, c'est sans contredit une des plus belles réclames électorales dont on puisse faire profiter un ami. Ah ! les républicains ont des immunités profitables ! Ils espèrent nous écraser avec un document qui, s'il eût été émis à une autre époque, s'il était émané du cabinet des Tuileries et signé : Conti, au lieu de Barthélémy-Saint-Hilaire, eût été anathématisé par ces mêmes journaux qui l'accablent aujourd'hui et aurait valu au gouvernement déchu les plus violentes accusations de pression électorale et de corruption honteuse.

Mais ce qui eût été une des hontes de l'Empire devient pur et charmant sous la République.

De plus, cette lettre a le rare avantage de fournir un très gracieux texte aux déclarations de nos adversaires qui s'écrivent ce soir, en chœur, absolument comme des basses d'opéra : « Les calomnieux sont confondus ! Honte à la calomnie ! » Pour un rien ils entonneraient l'air de Bazile.